

Après les annonces du ministre, plus que jamais : tous en grève le 10 novembre !

Le ministre Blanquer annonce le réaménagement du protocole sanitaire et du baccalauréat. Il tend un piège aux personnels. Sous prétexte d'un protocole « renforcé », il indique : « *chaque établissement aura son organisation propre* », remettant en cause une fois de plus le caractère national de l'Ecole.

En refusant de répondre aux revendications, le ministre cherche une fois de plus, à faire porter la responsabilité du chaos sur les seuls personnels.

Un BAC local, en contrôle continu

Le ministre rend pérenne ce qui a été imposé pendant le premier confinement et accélère la destruction des diplômes. Notre revendication demeure : retour à des épreuves nationales, retrait de la réforme du BAC et de Parcoursup !

Le retour de « l'enseignement » à distance, et de la double-journée de travail

Le ministre veut imposer la continuité pédagogique donc le télé-enseignement, qui n'est pas de l'enseignement, et qui conduit les personnels à travailler jour et nuit, dans des conditions insupportables. Il veut imposer la flexibilité totale des emplois du temps, des obligations réglementaires de service.

Pour continuer à accueillir les élèves dans les classes dans des conditions sanitaires protectrices, il y a urgence à procéder au recrutement immédiat de personnels

Depuis le 2 novembre, des milliers de personnels se regroupent en réunions syndicales, en AG, font grève. Partout, le ras-le-bol s'exprime face à des conditions de travail disloquées, face au refus du gouvernement de protéger les personnels et les élèves.

La revendication portée par les organisations FNEC-FP-FO, FSU, CGT, SNALC, SUD, SNCL-FAEN avec la FCPE, la FIDL et l'UNL est plus que jamais d'actualité : il faut le « **recrutement immédiat des personnels par le recours aux listes complémentaires des concours** » !

La FNEC FP-FO appelle les personnels à faire grève massivement le 10 novembre.

Elle les invite à poursuivre et amplifier les assemblées générales, à s'adresser aux parents d'élèves, aux lycéens, pour organiser la mobilisation et discuter collectivement, dès mardi 10 novembre, des suites à lui donner.